



L'Internationaliste

“Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !”

UNITÉ DES TRAVAILLEURS CONTRE LES FOSSOYEURS

N°149 - Janvier 2015 - 2 euros



Benjamin Netanyahu
1er ministre d'Israel

Ibrahim Boubacar Keita
Président du Mali

François Hollande

Angela Merkel
Chancelière d'Allemagne

Donald Tusk
Président du Conseil européen

Mahmoud Abbas
Président de l'Autorité palestinienne

DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA LAÏCITÉ !

Groupe Socialiste Internationaliste
Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Hollande défend la politique du gouvernement PS-Medef

Invité sur France Inter le 5 janvier, F. Hollande a réaffirmé qu'il poursuivrait jusqu'au bout, coûte que coûte, sa politique. Il a tenu à préciser que son gouvernement devrait « respecter les engagements » pris par ses prédécesseurs dans le cadre des traités européens capitalistes, notamment en matière de remboursement de la dette. À l'image de ce qui se passe en Grèce ou en Espagne, les attaques contre la classe ouvrière, contre les syndicalistes lutte de classe et contre la jeunesse vont se poursuivre.

Ainsi, l'assassinat de Rémi Fraisse indique clairement la volonté de durcir la répression pour étouffer – avec l'appui des directions syndicales bureaucratiques qui divisent les luttes – et criminaliser les mobilisations sociales en cours. Car les jeunes et les travailleurs en Europe et en France résistent, n'accordant aucun répit aux gouvernements en place, provoquant par leurs mobilisations crises institutionnelles et politiques.

C'est dans ce contexte et sous la pression de la lutte des classes que l'« affaire » de l'appartement de luxe de Thierry Lepaon a catalysé le rejet par les travailleurs, dans la CGT et à l'extérieur, de la politique de collaboration de classe des directions bureaucratiques syndicales et de celle de la CGT en particulier (voir notre article à ce sujet). Ainsi, lors des élections professionnelles début décembre 2014 dans les trois secteurs de la fonction publique, alors que les conflits sociaux se multiplient, le taux de participation est en baisse : 52,8 % en 2014 au lieu de 54,6 % en 2011.

Pour l'annulation des dettes publiques et privées des travailleurs !

Depuis 2007 et l'éclatement de la bulle spéculative des subprimes, pas un jour ne s'est écoulé sans que les médias ou les partis politiques bourgeois ne reviennent sur le poids « insupportable » de la dette et sur l'impérieuse nécessité de remettre en

cause les salaires, les conditions de travail, les services publics, la protection sociale. En France, le récent dépassement du seuil « symbolique » des 2 000 milliards d'euros de dettes publiques n'a pas dérogé à la règle et a été l'occasion de marteler ad nauseam que l'austérité était la seule issue possible à la crise.

Ainsi, les travailleurs seraient coupables de gabegie, de s'accrocher aux bénéfices de leurs droits conquis, de vivre à crédit. Quel cynisme, lorsque l'on sait que la croissance exponentielle des dettes n'est que le résultat de la mainmise des marchés financiers sur le financement des États depuis trente ans et des 5 000 milliards d'euros injectés depuis 2007 pour repousser l'effondrement de l'économie mondiale !

Ainsi, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale du 8 avril, M. Valls précisait à l'attention des directions syndicales : « *Notre pays doit apprendre à oser ces compromis positifs et créatifs.* » Des compromis « positifs » qui impliquent la collaboration de classe à tous les étages des bureaucrates syndicaux. Il est vrai que ces derniers ne manquent pas de « créativité » pour trahir et diviser les travailleurs, leur mot d'ordre étant « tout, sauf la grève générale »...

Unité contre la loi Macron

Logiquement, Hollande a défendu la loi Macron (qui s'inscrit dans la continuité du pacte de responsabilité), rebaptisée pour l'occasion non sans cynisme « loi activité croissance ». Ainsi, à propos de la loi Macron, il a affirmé : « *Il y a des zones touristiques où les commerces doivent pouvoir ouvrir le dimanche. C'est une loi de liberté – nous n'empêchons personne de ne pas ouvrir – et une loi de progrès, car les salariés seront volontaires et davantage payés.* »

Les travailleurs qui se mobilisent avec succès ces dernières semaines contre le travail du dimanche et de nuit, en particulier dans le commerce parisien, exigent quant à eux « l'augmentation des salaires pas des horaires »².

Il n'est pas anodin que systématiquement le gouvernement ou les représentants du patronat parlent de la déréglementation des horaires dès que des médias complaisants les interrogent sur les réformes nécessaires. Le travail du dimanche et de nuit dans le commerce préfigure la fin de toute réglementation du temps de travail.

Pour la grève générale

Que ce soit en France ou en Europe, tous les indicateurs économiques virent au rouge et obligent les gouvernements – souvent minoritaires et en crise – à se resserrer encore plus autour des plus fidèles mercenaires du capital et de la finance,

Résultats 2014 des élections professionnelles dans les trois versants de la fonction publique

En % (variation totale par rapport à 2008-2011)

	Total		Etat		Territoriale		Hospitalière	
	Participation	En %	Participation	En %	Participation	En %	Participation	En %
CGT	23,1	-2,3	13,4		29,5		32,1	
CFDT	19,2	+0,1	14		22,3		24,8	
FO	18,6	+0,5	17		17,7		23,8	
UNSA	10,3	+1	14,8		8,2		4,6	
FSU	8	-0,2	15,6		3,3			
Solidaires	6,8	+0,2	9		3,5		8,5	
CFCTC	3	-0,7	3,3	52,3% (53)	3,5	54,9% (59,1)	2,9	50,1% (51)

* LES ÉCHOS / SOURCE : MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Unité contre le pacte PS-Medef-CFDT

Tout d'abord, assumant pleinement la hausse du chômage, Hollande a revendiqué le pacte de responsabilité¹ (qui implique trente milliards d'euros d'exonérations pour les patrons). Rappelons qu'à propos du pacte de responsabilité, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO – qu'on ne peut soupçonner de gauchisme... – avait déclaré : « *Personne ne peut obliger une entreprise à embaucher. La contrepartie, c'est du pipeau.* » En effet, la hausse du chômage le prouve et la contrepartie avait surtout pour objectif d'associer intimement les bureaucraties syndicales à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-qi.org - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>
Clôture rédactionnelle le 10 janvier 2015 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Relecture : C. BOISSON.
Dépôt légal à la parution - ISSN n°2268-0705

Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 PARIS - France

pour accélérer et approfondir, avec la complicité des bureaucraties syndicales, les attaques contre les travailleurs et les jeunes.

Mais l'accélération des attaques contre les travailleurs de l'Union européenne capitaliste soutenue par la Confédération européenne des syndicats provoque en retour des mobilisations de plus en plus radicales. Allemagne – qui entre en récession –, Royaume-Uni, Italie, Belgique, France – pour ne citer qu'eux – ont connu

des mobilisations sans précédent, historiques. La crise oblige les capitalistes à accélérer et unifier leurs attaques, provoquant des mobilisations massives des travailleurs – quasi simultanément dans tous les pays – qui tendent à s'unifier pour aller vers la grève générale.

Nous le réaffirmons, la grève générale en France et en Europe est possible et est seule à même de stopper les attaques des gouvernements et d'ouvrir la voie à des

gouvernements par et pour les travailleurs, pour la seule Europe sociale possible, pour d'authentiques États-Unis socialistes d'Europe.

1) Voir à ce sujet nos articles « Valls compte gouverner avec le soutien des directions syndicales » (www.gsi-qi.org/?p=2040) et « Contre la lutte des classes, la course aux élections » (www.gsi-qi.org/?p=1194).

2) Voir à ce sujet nos articles « Contre le travail le dimanche et nuit : l'heure de la mobilisation » (www.gsi-qi.org/?p=2945) et « Rapport Bailly sur le travail dominical : abandon tout de suite ! » (www.gsi-qi.org/?p=2390).

À propos du massacre à la rédaction de Charlie Hebdo et de sa récupération par le gouvernement

Unité des travailleurs contre les fossoyeurs des libertés démocratiques et de la laïcité !

Le Groupe socialiste internationaliste condamne avec la plus grande énergie les assassinats brutaux des journalistes et des travailleurs survenus dans la rédaction du journal satirique Charlie hebdo puis lors de la prise d'otage du supermarché à la porte de Vincennes. Nous témoignons nos profondes et sincères condoléances à leurs familles et à leurs proches.

Les tireurs se sont attaqués aux libertés démocratiques fondamentales que sont la liberté de conscience et la liberté de publication. Les journalistes ont été exécutés au nom d'un prétendu délit de blasphème, parce qu'ils ont toujours défendu leur liberté de conscience, c'est-à-dire leur liberté d'opinion politique, philosophique et religieuse, le droit de croire, mais surtout le droit de ne pas croire en une religion quelconque.

Ces assassins ne sont que le sous-produit abject de la société capitaliste en décomposition et de la politique impérialiste française au Proche et Moyen-Orient. Ils n'ont rien à voir avec les travailleurs et les jeunes, musulmans ou non, qui subissent ici chaque jour discrimination et racisme. Signalons que parmi ceux qui manifesteront ce dimanche, nombreux seront les racistes et les apôtres du conflit de civilisation.

Dans cette situation, nous affirmons que nous continuerons à nous battre quotidiennement aux côtés de tous ceux qui défendent avec conviction les libertés démocratiques, dont la laïcité est un élément essentiel.

Mais dans un contexte où le gouvernement s'en prend tous les jours aux conquêtes

ouvrières et aux acquis démocratiques, nous refusons de participer aux appels à l'union nationale parce que :



– Nous refusons de manifester avec ces partis, le PS et les autres, qui s'attaquent régulièrement à la laïcité, ne serait-ce qu'en acceptant qu'en Alsace et en Moselle le délit de blasphème soit encore reconnu. Nous ne soutenons pas ce bal des hypocrites qui ont toujours reproché au journal *Charlie hebdo* sa ligne éditoriale ouvertement athée et antireligieuse.

– Nous refusons de manifester avec les promoteurs des lois racistes, ceux qui expulsent nos collègues et camarades de classe sans papiers, ceux qui s'engagent dans des guerres impérialistes qui massacrent hommes, femmes et enfants en Afrique et au Moyen-Orient. Ils sont les premiers responsables d'un climat social

qui vise à diviser par la religion ou de prétendues origines nationales les travailleurs et les jeunes. Nous, pour notre part, nous condamnons fermement tout acte raciste, quel qu'il soit.

- Nous refusons de manifester aux côtés de Merkel, Cameron, Rajoy, Renzi, du néonazi Porochenko, de Tusk et Juncker, ou du Premier ministre turc Davutoğlu, ce soutien officieux de l'État islamique. Tous ceux-ci viendront ce dimanche pour représenter l'Union européenne et ses alliés (dont des membres de l'Otan). Une UE anti-laïque (le drapeau de l'UE est une référence à la religion chrétienne !), l'UE raciste de Schengen, cette UE anti-ouvrière qui, à travers ses traités et au nom du paiement de la dette, fait sombrer dans la misère tous les travailleurs du continent.

Nous dénonçons le gouvernement de Hollande et Valls qui récupère odieusement cet assassinat barbare pour mieux faire passer ses plans procapitalistes et durcir la répression.

C'est pourquoi le GSI ne participe pas à toute cette mascarade antilaïque, mais appelle à continuer au contraire le combat permanent pour la liberté de conscience. Nous appelons à la fin du délit de blasphème et au respect le plus strict de la laïcité sur tout le territoire, dans tous les services publics.

Unité pour la liberté de conscience, pour la défense de la laïcité !

Paris, le 10 janvier 2015.

Le projet de loi Macron est l'attaque de trop, unifions nos luttes !

Par Emeric

Après les 33 milliards d'euros de crédit d'impôt compétitivité emploi distribués depuis 2012, après les 41 milliards d'euros du pacte de « responsabilité » gracieusement accordés au patronat, après les 50 milliards d'euros d'« économies » imposés à la protection sociale d'ici 2017, force est de constater que le chômage et la dette ne reculent pas, bien au contraire. Et malgré cela, le gouvernement poursuit et enfonce le clou avec le projet de loi Macron. Contrairement à l'image d'inoffensif « fourre-tout » censé améliorer pouvoir d'achat des travailleurs et liberté des consommateurs, ce texte poursuit deux objectifs primordiaux : démontrer aux différents secteurs de la bourgeoisie en France et en Europe que ce troisième gouvernement en seulement trente-deux mois est capable de surmonter la profonde crise institutionnelle qui mine la Ve République et d'être le « gouvernement de combat » annoncé par F. Hollande, et poursuivre l'action engagée depuis 2007 pour démanteler le code du travail et privatiser les entreprises d'État et les services publics.

Annoncé en Conseil des ministres le 10 décembre et discuté au Parlement à partir du 22 janvier prochain, ce texte reprend de nombreux points du rapport Attali commandé par N. Sarkozy en 2008 ainsi que des propositions d'A. Montebourg, son prédécesseur au ministère de l'Économie et éphémère égérie des « frondeurs » du parti socialiste.

Travailler toujours plus pour gagner toujours moins

Mesure phare du projet Macron, le travail dominical et « de soirée » doit être étendu, comme nous avons déjà pu le détailler dans les trois précédents numéros de *L'Internationaliste*¹. Il sera autorisé partout en France jusqu'à douze dimanches par an contre cinq aujourd'hui et sera généralisé – ainsi que

le travail jusqu'à minuit – dans les gares et les « zones touristiques internationales », dont le périmètre sera défini par le gouvernement. Les éventuelles compensations seront négociées dans les branches ou les entreprises, c'est-à-dire en fonction du rapport de force opposé par les travailleurs.



Ce n'est qu'un début, car il est évident que les transports, les services publics ou encore la logistique sont les prochains secteurs visés. À terme, c'est bien la généralisation du travail dominical et en soirée sans compensations qui menace les travailleurs et, au-delà, la remise en cause de la durée hebdomadaire du temps de travail. M. Valls comme E. Macron sont en effet plusieurs fois revenus sur leur volonté de supprimer la référence aux 35 heures et de remettre en cause le statut du CDI.

Mais le plus inquiétant demeure sans aucun doute la possibilité donnée au patronat par l'article 83 du projet de loi : celle de s'exonérer purement et simplement du droit du travail, en signant avec les salariés « volontaires » des contrats de droit privé stipulant que les litiges seront réglés non pas par le juge du travail... mais par le juge civil ! En clair, un retour au contrat de louage de services du XIX^e siècle qui garantissait au patronat une liberté totale dans l'exploitation des travailleurs. Durée et conditions de travail, salaires, tout devient négociable, d'autant plus lorsque le « consentement » est garanti par un

chômage de masse, des bas salaires et une précarité généralisée.

Des licenciements facilités

Depuis la transcription de l'accord national interprofessionnel de janvier 2013 par la loi du 14 juin de la même année, les garanties encadrant les licenciements collectifs ont été considérablement égratignées. Le projet Macron poursuit dans cette voie, en empêchant l'indemnisation et la réintégration à leurs emplois des salariés qui contesteraient avec succès l'autorisation de licenciement collectif accordée par l'inspection du travail à l'employeur. Ceci est d'autant plus scandaleux que le ministère du Travail avait donné pour consigne aux inspecteurs du travail de tout mettre en œuvre pour ne jamais refuser cette autorisation.

Dans la même veine, les entreprises de plus de cinquante salariés licenciant moins de dix salariés en un mois ne sont plus tenues d'informer l'administration du travail et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaires pourront s'exonérer de leur obligation de reclassement du personnel licencié.

Une loi qui protège les patrons

Le projet de loi Macron poursuit le travail de sape engagé contre le droit syndical. Alors que les directions syndicales acceptent de discuter de la liquidation des représentants du personnel dans les entreprises de moins de cinquante salariés, le texte prévoit de punir les cas d'entrave à l'action des représentants du personnel par de simples sanctions financières et de supprimer les peines de prison ferme actuellement prévues et pourtant jamais appliquées.

Le démantèlement des outils conquis par les travailleurs pour faire valoir leurs droits se poursuit également. Le conseil de prud'hommes, qui est le juge des litiges touchant aux contrats de travail, a

pour particularité d'être une juridiction paritaire comprenant moitié de juges élus par les salariés et moitié de juges élus par les employeurs. Facile d'accès et gratuite, cette juridiction voit sa spécificité remise en cause par une tutelle accrue des juges professionnels, la mise en place d'une formation commune aux conseillers prud'hommes salariés et patrons et le renforcement de la « déontologie » pour mieux encadrer les conseillers élus par les salariés. Un temps annoncé, l'assaut contre l'inspection et la médecine du travail est finalement repoussé en 2015.

Un nouveau lot de privatisations

Cerise sur le gâteau, le projet de loi annonce enfin un nouveau train de privatisations. La déréglementation des transports par autocar doit ouvrir de nouveaux marchés à de puissants groupes comme Veolia, dans un contexte où la mise en œuvre des plans européens de privatisation des transports aériens et ferroviaires mobilise des milliers de salariés en France, en Belgique, en Grande-Bretagne ou encore en Allemagne.

Entre 5 et 10 milliards d'euros de participation dans des entreprises doivent ainsi être cédés par l'État. Des aéroports de province sont concernés ainsi que GIAT Industries-Nexter, un poids lourd de l'armement terrestre dont le rapprochement avec le groupe allemand KMW est annoncé. Il est enfin prévu que les centres hospitaliers publics puissent créer des filiales chargées d'exploiter commercialement leur expertise médicale à l'international et les brevets qu'ils ont déposés, à l'image de ce que peuvent désormais faire les universités.

Il faut en finir avec ce gouvernement !

En frappant fort et tous azimuts, le gouvernement démontre qu'il est acculé et qu'il est prêt à aller jusqu'au bout. La sortie de crise tant annoncée s'éloigne chaque jour un peu plus, la dette s'accroît à chaque tour de vis budgétaire supplémentaire, la précarité et la misère s'installent durablement. De la sueur et des larmes pour les travailleurs, voici le seul avenir qui s'annonce !

Ce faisant, il alimente également l'hostilité d'un nombre toujours plus grand de travailleurs. Partout en France et en Europe, les débrayages, les grèves, les manifestations se multiplient, que ce

soit pour refuser la fermeture d'un service public, pour combattre un plan de licenciement, pour obtenir des hausses de salaire, pour dénoncer le désengagement financier de l'État, pour repousser le démantèlement de droits conquis.

Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire d'unifier ces luttes dont le point commun est le refus de subir l'austérité et de payer une dette publique qui n'est pas la nôtre. Ce constat partagé par une part toujours plus importante de travailleurs se heurte toutefois aux directions syndicales comme aux directions politiques des partis dits de gauche. En refusant de donner des perspectives claires de mobilisation et de revendication, ces directions se font les complices objectives de la politique du gouvernement.

Le projet de loi Macron est l'occasion d'amplifier et d'unifier les mobilisations

pour construire la grève générale, seule à même de faire tomber ce gouvernement et de mettre un terme aux attaques. En cessant collectivement le travail, en organisant démocratiquement la grève, par la tenue d'assemblées générales et l'élection de comités de grève mandatés et révocables, en coordonnant notre action à l'échelle nationale, nous parviendrons à imposer nos revendications :

Retrait sans conditions du projet de loi Macron !

Annulation de la dette publique !

Nationalisation sans indemnités et sous contrôle des travailleurs des grandes industries, des banques et des transports !

Dehors, le gouvernement Hollande-Valls-Macron !

1) Voir les numéros 146 (octobre 2014), 147 (novembre 2014) et 148 (décembre 2014).

Crise à la CGT

Par Mathieu

Depuis plusieurs semaines, la principale centrale syndicale des travailleurs de France, la CGT, est traversée par une crise sans précédent. Les informations divulguées sur la rénovation du logement de fonction et sur le bureau de Thierry Lepaon, ainsi que sur sa « prime de départ » ont mis à nu les pratiques de la bureaucratie syndicale. Mais le débat qui s'est ouvert au sein du syndicat dépasse la question de la seule personne de T. Lepaon.

À tous les niveaux de l'organisation, on recense un très grand nombre de prises de position pour dénoncer l'action du secrétaire général de la CGT, pour exiger sa démission et même celle du bureau confédéral, la convocation d'un congrès extraordinaire et la nécessité de discuter de l'orientation générale de la centrale face aux contre-réformes du gouvernement.

Plusieurs fédérations ont publiquement appelé à la démission de T. Lepaon et certaines de l'ensemble du bureau confédéral. C'est le cas de la fédération des fonctionnaires (UGFF, la plus importante de la CGT avec 81 500 adhérents), du commerce (43 000 adhérents), de la métallurgie (59 000 cartes), de la santé (74 000 membres) et des mines-énergie (56 000 cartes). Dans le cas de cette dernière, l'appel à la démission s'est fait contre l'avis du secrétaire fédéral. Les

fédérations des finances et des organismes sociaux demandent également la démission du secrétaire général. La fédération de la chimie a également dénoncé la politique de la direction confédérale.

De nombreuses unions régionales et unions départementales ont elles aussi adopté des positions exigeant le départ de T. Lepaon. C'est le cas des UR de Midi-Pyrénées, Île-de-France, Rhône-Alpes et des puissantes UD de Paris et des Bouches-du-Rhône, du Val-de-Marne et de Loire-Atlantique. On ne compte plus les prises de position des nombreux syndicats qui sont près de 24 000 à la CGT. C'est le cas par exemple des métallos du Nord-Pas-de-Calais, de ceux de Rhône-Alpes, du livre (Filpac), de la CGT de l'entreprise Cap Gemini, de l'éducation dans le Nord et en Seine-Maritime et la liste est très longue.

En outre, un appel déjà signé par des centaines, voire des milliers de militants exige que la CGT revienne sur le terrain de la lutte des classes et construise réellement le rapport de force face à la bourgeoisie et au patronat. C'est la politique de collaboration de classe menée par la direction de la CGT depuis des dizaines d'années qui est largement dénoncée. La bataille pour la réappropriation du syndicat par les travailleurs ne fait que commencer.

16 décembre 2014, les travailleurs du commerce : « retrait, retrait sans condition du projet de loi macron ! »

Par Rémy

Le 16 décembre 2014, 3 000 salariés du commerce ont débrayé et manifesté contre la déréglementation des horaires inscrite dans le projet de loi « pour la croissance et l'activité » porté par le ministre de l'Économie Emmanuel Macron. En pleine période de fêtes, alors que les directions des magasins et leur hiérarchie ont les yeux rivés sur le chiffre d'affaires, cette mobilisation est historique. Elle démontre que les salariés des magasins ont bien conscience des attaques portées par la loi Macron contre leurs conditions de vie et de travail.

Pour que le lecteur comprenne la situation actuelle, nous nous devons de rappeler que la loi dite Macron veut achever la suppression de la réglementation du temps de travail prévue dans le code du travail. Elle s'appuie sur la loi Maillé (gouvernement Sarkozy de 2009) et le rapport Bailly¹.

Le discours servi par la bourgeoisie sur le « manque de compétitivité » ou le « fardeau du coût du travail » pour justifier le projet de loi a comme objectif central le démantèlement du code du travail. En permettant le recours au travail de nuit et du dimanche, la loi Macron satisfait la vieille exigence des patrons : aucune contrainte horaire au travail des salariés, plus de majorations.

Une mobilisation qui progresse

Comme dit ci-dessus, le combat contre la déréglementation des horaires se mène depuis des années, à Paris en particulier. Les travailleurs du commerce n'avaient pu faire échec à la loi Maillé en 2009². Aujourd'hui, une vraie mobilisation est en train de se construire : la volonté de gagner contre les patrons et le gouvernement est bien là.

La manifestation du 16 décembre a succédé à trois mobilisations :

– le 24 juin 2014, les salariés des grands magasins débrayèrent massivement après les annonces de Laurent Fabius souhaitant l'ouverture de nuit et le dimanche sur le boulevard Haussmann³,

– le 29 septembre, un rassemblement de

plusieurs centaines de salariés (principalement le BHV et Gibert Joseph) a lieu devant la mairie de Paris⁴,

– le 14 novembre, manifestation des salariés du commerce des grands magasins jusqu'à l'hôtel de ville : 2 000 salariés sont dans la rue sous une pluie battante.

L'appel au 16 décembre est initié par la CGT au sein de l'intersyndicale Clic-P. Les délégués des magasins ont en effet rapidement fait connaître la volonté des salariés de poursuivre au plus vite la mobilisation. Lors de l'AG de l'intersyndicale à l'issue du 14 novembre, la mobilisation est décidée pour le 16 décembre. Il s'agit également d'en faire un vrai point d'appui pour l'extension de la lutte contre la loi Macron. C'est pourquoi le parcours doit se terminer sur la place de la République (où sont les salles de la Bourse du Travail) afin de pouvoir tenir une assemblée générale des manifestants pour décider immédiatement la suite de la mobilisation.

Enfin une manifestation ouvrière !

Le déroulement de la manifestation a confirmé la détermination des salariés du commerce à faire échec au gouvernement. Les traditionnels facteurs de démobilisation – la musique au lieu des slogans, les camionnettes qui vendent de l'alcool – étaient absentes du cortège.

Durant tout le parcours, les manifestants ont crié leur volonté de défendre le droit au repos dominical et le refus du travail de nuit. Nous avons pu entendre des slogans comme : « *Macron, patrons, même combat !* », « *Retrait sans conditions du projet de loi Macron !* » ou encore « *La loi du patronat, on n'en veut pas !* ».

La tenue du cortège a conforté les slogans. Composée de salariés grévistes de nombreuses enseignes du commerce, les manifestants ont progressé bien regroupés avec banderoles et drapeau. Nous nous sommes arrêtés devant chaque magasin du parcours qui contraignait ses salariés à travailler le dimanche et la nuit.



Manifestation du 17 décembre, à Paris

Des appels à rester jusqu'à la fin de la manifestation pour participer à l'assemblée générale ont été lancés au micro durant le parcours.

L'assemblée générale a été succincte mais a permis d'acter la poursuite et l'extension de la mobilisation.

Les salariés ont la suite entre leurs mains

La prochaine manifestation aura lieu lundi 26 janvier 2015, jour de présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale. L'appel est national et interprofessionnel. Pour permettre de construire la mobilisation du plus grand nombre – travailleurs du commerce, salariés de tous secteurs, usagers et clients –, une campagne d'envoi massif de cartes postales reproduisant la déclaration de François Hollande lors de la campagne présidentielle (« *Le combat de 2012, c'est de préserver le principe du repos dominical* ») est organisée.

Nous nous saisissons aujourd'hui de cet outil pour assurer le succès de la manifestation du 26 janvier. Militants syndicaux, syndiqués, salariés, nous devons gagner le retrait pur et simple du projet de loi Macron ! Et nous le pouvons ! Le Groupe socialiste internationaliste appelle chacun à s'inscrire dans la mobilisation en cours pour gagner l'abandon de la loi des patrons : la loi Macron !

1) À lire dans *L'Internationaliste* n° 138 : www.gsi-qi.org/?p=2390.

2) Le texte de loi : www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020966684.

3) Le compte-rendu sur le site de l'US CGT du commerce de Paris : <http://uscommerceparis.free.fr/boulevard-haussmann---plus-de-600-salaries-manifestent-contre-le-travail-du-dimanche.html>.

4) Le compte-rendu sur le site de l'US : <http://uscommerceparis.free.fr/les-salaries-des-magasins-parisiens-se-mobilisent-contre-les-dimanches-et-le-travail-de-nuit.html>.

Une situation de plus en plus explosive

Par Griselda

La fin de ce premier trimestre, toutes les meures du gouvernement génèrent des mobilisations dans les établissements scolaires. Malgré la peur d'une mobilisation générale à la grecque, ou à l'italienne, la nécessité de surmonter leur crise contraint de plus en plus les capitalistes à faire passer leurs plans en force. Ils ne se préoccupent plus de leur électorat traditionnel qui rejette leur politique ni de la radicalité des dernières grèves.

Un gouvernement rejeté mais déterminé

C'est la raison pour laquelle la ministre Najat Vallaud-Balkacem n'a pas hésité à annoncer la création d'un concours ghetto¹ pour le recrutement d'enseignants en Seine-Saint-Denis, alors que la contre-réforme des rythmes scolaires est de plus en plus rejetée par les personnels et les familles. Le gouvernement continue ses coupes budgétaires, notamment avec la remise en cause des heures de chaire et des pondérations BTS dans les lycées, et à travers la refonte de l'éducation prioritaires qui laisse quelque 6 000 écoles et collèges hors de tout dispositif.

Parallèlement, grâce à la loi d'orientation, les chefs d'établissement devancent le démantèlement des garanties statutaires². Cela se retrouve principalement avec une surcharge de travail au niveau du suivi des élèves (suivi des stages de troisième, PPRE, entretien avec les familles, fiche de suivi, tutorat...), et avec la mise en place d'expérimentations pédagogiques (classes sans notes, accompagnement pédagogique, remédiations, devoirs communs...), ce qui constitue de fait une augmentation du temps de présence dans les établissements, un non-respect de la liberté pédagogique des enseignants et également la mise en place des nouvelles missions complémentaires contenues dans le décret Peillon-Hamon.

Une nouvelle radicalité dans les mobilisations

C'est dans ce contexte qu'il nous faut comprendre l'état d'esprit des enseignants et des parents d'élèves dans les mobilisations très massives, notamment en Ile-de-France, contre la perte des moyens ZEP. Les grèves, les blocages, les manifestations et même la séquestration du principal au collège Jean-Macé à Clichy-sous-Bois nous montrent la détermination des enseignants et des parents d'élèves qui

ont tout mis en œuvre pour ne pas perdre les moyens de l'éducation prioritaire.

En effet, des mobilisations ont eu lieu dans toute la France : dans le Nord, mais également dans l'Aude, des écoles et des collèges ont également connu des grèves et des blocages par les enseignants et les parents. À Toulouse, des mobilisations unitaires (enseignants, parents et agents des cantines) ont également eu lieu, notamment dans le quartier du Mirail.

Ces mobilisations nous montrent que les enseignants et les parents d'élèves, voire les agents territoriaux tendent naturellement à se mobiliser de manière unitaire, comme cela avait déjà été le cas contre les rythmes scolaires.

Les directions syndicales totalement inféodées au PS et à sa politique ont donc joué leur rôle en empêchant toute perspective nationale qui aurait pu mener à un mouvement d'ensemble dans toute l'éducation. Quelles perspectives auraient-elles pu donner au mouvement quand ces dernières (FSU, CGT, Sud) revendiquent une bonne application des rythmes scolaires, une bonne annualisation du temps de travail, un bon socle de compétences, une bonne refonte de l'éducation prioritaire ?

Rejet du syndicalisme de « service » ou de « proposition »

Les enseignants ne s'y sont pas trompés. La FSU et la CGT ont été lourdement sanctionnées lors des dernières élections professionnelles. Même si elle reste largement majoritaire, la plus importante fédération de l'enseignement perd 4 000 voix, six points et un siège au comité technique ministériel (CTM). De la même manière, la CGT perd elle aussi 1 300 voix dans l'éducation et sauve de justesse son siège au CTM, contrairement à Sud qui malgré une hausse de 60 voix perd son siège.

Ce vote sanction, combiné aux nombreuses grèves locales dans les écoles et les collèges, nous montre à quel point les enseignants rejettent toute la politique de gouvernement et ceux qui la soutiennent. Ce rejet a été en partie capitalisé par FO qui gagne 17 000 voix et obtient un siège supplémentaire au CTM. Grâce à des campagnes aux niveaux national et académique pour le retrait sans condition de la contre-réforme des rythmes scolaires et pour le maintien du décret 50,

FO apparaît comme le secteur le plus oppositionnel³.

Semer les graines des futures mobilisations

Nous avons chaque jour de nouvelles preuves que les enseignants rejettent la politique du gouvernement, même quand elle est relayée par les bureaucraties politiques et syndicales qui veulent faire passer les militants *lutte de classe* pour les secteurs les plus conservateurs et les plus corporatistes. Après des personnels de l'éducation, nos interventions sont toujours accueillies avec enthousiasme, contrairement à toute une couche de permanents syndicaux qui sont de plus en plus coupés des préoccupations des collègues en salle des maîtres ou des profs, préférant défendre leurs intérêts personnels et partisans plutôt que ceux de l'ensemble des personnels de l'éducation.

Plus que jamais nous devons nous démarquer de cette orientation politique et des méthodes qui l'accompagnent. Autour de nous, il nous faut continuer d'informer et de nous mobiliser avec nos collègues en faisant patiemment et incessamment le lien entre toutes ces contre-réformes et leur application concrète sur nos lieux de travail.

Pour cela continuons de mobiliser autour de nous, et impulsions là où nous sommes des actions pour unifier les luttes. Soyons audacieux et rapproprions-nous les méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier : grèves, manifestations, assemblées générales, caisses de grève, motions de soutien...

1) Le mercredi 19 novembre, la ministre de l'Éducation a tenté d'étouffer la grogne des enseignants, en annonçant la mise en place d'un nouveau concours « particulier » pour la Seine-Saint-Denis : qui recrutera 500 enseignants au lieu des 4 100 postes manquants, qui concerne prioritairement les candidats qui n'ont pas été retenus dans des académies excédentaires comme Bordeaux ou Toulouse.

2) Sur eduscol : Avec la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école (Luc Châtel, 2005), « les chefs d'établissement disposent d'une autonomie éducative et pédagogique qui leur permet de décliner au niveau local les orientations nationales au service des élèves. Cette autonomie a pour corollaire l'évaluation des résultats atteints par l'établissement au regard des objectifs fixés. »

3) Dans le premier degré, le SNUDI a augmenté de 7 000 voix supplantant même le SNUipp dans le 94, dans le corps des certifiés, le SNFOLC a progressé de 3 000 voix.

Éducation

Dans les universités, rien n'est réglé !

Par Julinho

Le 11 décembre 2014, dans plusieurs villes de France, des manifestations ont eu lieu contre la politique d'austérité menée dans les universités. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Paris, depuis l'université Paris 7 jusqu'au Panthéon. Ceci montre que dans les universités, rien n'est réglé.

En effet, la grande majorité des travailleurs des universités rejette les projets de ComUE (communautés d'universités et d'établissements) parce que ces « pôles d'excellence » cherchent à accélérer la privatisation-destruction des universités, en les fusionnant. À ce sujet, les déclarations des syndicats FERC-Sup CGT¹ et SNPRES-FO² sont éloquentes : douze projets de ComUE sur quatorze ont été refusés au CNESER³ et onze n'ont même pas été finalisés alors que la loi Fioraso prévoyait comme date limite pour présenter les projets le 11 juillet 2014. Ces deux organisations syndicales exigent la non-publication des décrets mettant en place les ComUE.

Ce rejet massif est logique puisque la loi Fioraso et ses ComUE ne sont que l'application concrète de l'austérité à l'université³. Cela s'inscrit dans la politique globale du gouvernement de faire payer la dette aux travailleurs et aux jeunes. Effectivement, l'objectif est d'en finir avec l'université publique et pour cela, le gouvernement s'attaque au budget des universités : celui-ci a été réduit d'un milliard d'euros en 2014 ! Des centaines de millions d'euros de coupe ont déjà été votés pour 2015⁴ !

Au mois de décembre, de nombreuses universités se sont mises en mouvement contre la privatisation et plusieurs conseils d'administration ont été envahis et bloqués par des manifestants afin d'empêcher le vote des budgets : à Bordeaux, Strasbourg, Toulouse, Clermont-Ferrand...

La seule solution pour stopper la politique de privatisation des universités mise en place par le gouvernement dans le cadre du pacte de responsabilité est de s'organiser dès maintenant pour créer les conditions d'une mobilisation nationale. C'est à la construction d'une telle mobilisation, qui devra se réaliser dans la plus grande unité, que le GSI entend contribuer.



Lors de la manifestation parisienne du 11 décembre 2014

Interview de Sophie, étudiante en psychologie à l'université du Mirail (Toulouse) et militante du GSI

Toulouse, le 18 décembre

L'Internationaliste : Quels sont les derniers développements de la mobilisation universitaire à Toulouse ?

Sophie : La mobilisation à Toulouse s'est développée malgré une nouvelle tentative du président du Mirail de la briser. En effet, du vendredi 5 au lundi 8 décembre a été mis en place un vote électronique pour les étudiants du Mirail concernant la poursuite ou non de la grève. Le vote était inadmissible pour les étudiants mobilisés et absolument illégitime. Il y a eu 80 % d'abstention ! Ce vote n'a pas empêché la poursuite du mouvement ; bien au contraire, cela a révolté les étudiants et personnels de l'université. Les étudiants ont envahi le CA qui devait voter le budget de l'université le 9 décembre. Les étudiants du Mirail restent mobilisés avec les personnels qui encouragent la poursuite du mouvement face aux lourdes attaques du gouvernement.

Le 11 décembre, il y avait plus de 2 000 manifestants - étudiants et personnels - à Toulouse. Cette manifestation pour l'enseignement supérieur s'est faite à la suite d'un appel national.

Aujourd'hui, les trois universités de Toulouse sont unies dans la lutte, ce qui est très important et n'est pas arrivé depuis des années. En effet, l'université Arsenal est toujours en lutte, l'université Paul-Sabatier (sciences) vient de rejoindre le mouvement. À l'université Paul-Sabatier, sous la pression des étudiants et des personnels, le président a dû banaliser une après-midi pour qu'ils puissent se rendre à la manifestation du 11 décembre. De plus les étudiants et personnels ont réussi à bloquer le CA de cette université le mardi 16 décembre.

Enfin, le collège Bellefontaine de Toulouse, retenu pour tester la future réforme des REP+ (réseaux d'éducation prioritaire), a près de 75 % de son personnel en grève depuis plusieurs semaines. Les personnels du

collège sont soutenus par l'ensemble des étudiants et personnels des universités de Toulouse.

L'Internationaliste : Quelles sont les perspectives avancées par les étudiants et personnels mobilisés ?

Sophie : L'entrée en lutte des deux autres universités de Toulouse motive d'autant plus les étudiants et personnels du Mirail, ils ne sont plus seuls. Cela représente plusieurs milliers de personnes.

Les étudiants toulousains et les personnels des universités continuent à apporter leur soutien aux inculpés, mais également continuent à appeler à une massification du mouvement.

De nombreux CA n'ont pu se tenir grâce à la mobilisation des étudiants et personnels de plusieurs universités en France, il faut que ça continue. À Bordeaux où les universités ont fusionné, la mobilisation des personnels et étudiants a permis le blocage du CA.

Je suis étudiante en psychologie et les professeurs nous encouragent à nous battre, certains s'étonnant que des étudiants ne fassent rien face à ces attaques. Lors des AG par UFR, celle de psychologie avait utilisé des mots d'ordre tels qu'« abrogation de la loi Fioraso et de la LRU ! ».

Les étudiants peuvent être pris dans un dilemme entre « réussir » leurs études, casser le mouvement pour aller en cours ou se battre pour empêcher la destruction de l'enseignement supérieur. Mais si on ne fait rien, la destruction de l'enseignement supérieur est assurée.

Les étudiants en lutte ont le soutien de leurs professeurs, ce qui est déterminant pour la suite du mouvement. Les étudiants et personnels toulousains continuent à appeler à une massification du mouvement.

1) www.ferc-sup.cgt.fr/site/spip.php?article2757.

2) www.snpreesfo.fr/index.php/2013-09-27-14-51-06/actualites/218-communique-du-5-decembre-2014.

3) À ce sujet, consultez notre quatre-pages d'analyse de la loi Fioraso.

4) <http://lesupenmaintenance.blogspot.fr/2014/12/coupe-budgetaires-dans-lenseignement.html>.

Au sujet des relations États-Unis - Cuba

Par Mathieu

Le 17 décembre dernier, le président américain B. Obama et le président cubain Raúl Castro ont annoncé la réouverture de leurs relations diplomatiques. Ces dernières avaient été rompues après que la révolution cubaine avait renversé, en 1959, le dictateur F. Batista, allié des Américains. Il s'agit donc d'un changement majeur de la situation politique non seulement dans cette région mais également dans les équilibres politiques à l'échelle du monde, en raison de la place qu'occupe Cuba vis-à-vis des États-Unis pour l'ensemble du mouvement ouvrier dans le monde.

Il est important de comprendre la portée de ce changement. Cela nous amène à formuler quelques réflexions sur la signification de cette nouvelle situation. Il faut comprendre que l'évolution des relations entre Cuba et les États-Unis est le fruit d'un long processus, auquel a activement participé le pape. La volonté de rapprochement entre les États-Unis et Cuba s'inscrit dans la ligne des changements opérés par l'impérialisme depuis la chute du mur de Berlin. Depuis cette période, le centre de la politique extérieure étatsunienne n'étant plus l'affrontement avec les États socialistes bureaucratisés – dans la mesure où le capitalisme a été réintroduit dans ces pays –, Washington cherchait depuis plusieurs années à « normaliser » ses relations avec La Havane. Les deux États négociaient de manière secrète depuis de nombreuses années pour arriver à la réouverture de ces relations, mais l'opposition de certains secteurs politiques étatsuniens, notamment chez les républicains et chez les opposants cubains installés aux États-Unis, avaient entravé la concrétisation officielle de ce rapprochement.

La normalisation des relations avec Cuba permet à l'impérialisme étatsunien de se repositionner sur le continent américain. Les FARC de Colombie, qui entretiennent des liens avec La Havane, ont annoncé une trêve unilatérale et définitive après l'annonce de la réouverture des relations entre Cuba et les États-Unis. Cela permet

également à Washington de concentrer ses efforts sur d'autres régions du monde devenues stratégiques pour lui notamment pour l'approvisionnement en matières premières énergétiques au Moyen-Orient, ou en exerçant une pression croissante sur la Russie par exemple. Dans le même temps, la réouverture des relations avec Cuba s'inscrit dans le cadre de l'approfondissement de la crise structurelle du capitalisme et signifie un affaiblissement de l'impérialisme.



Barack Obama et Raúl Castro

La réouverture des relations avec Cuba correspond à plusieurs nécessités politiques et économiques pour l'impérialisme étatsunien sur le continent américain. Il s'agit d'effacer définitivement le « prestige » dont jouit la révolution cubaine auprès des larges masses des pays latino-américains. Il s'agit également pour les capitalistes étatsuniens d'investir un nouveau marché jusque-là laissé à d'autres puissances impérialistes telles que l'Espagne, l'Italie et le Canada. De ce point de vue, les négociations relatives à la levée de l'embargo dont souffre Cuba depuis maintenant près de cinquante ans vont occuper une place particulièrement importante.

De son côté, la bureaucratie cubaine espère tirer profit de cette nouvelle situation dans la mesure où elle aspire à être une nouvelle bourgeoisie. Cuba n'est plus un État socialiste depuis plusieurs années, mais la réouverture des relations entre Washington et La Havane va accélérer la soumission de l'île aux

capitains américains. Dans ce contexte, les héritiers de la bureaucratie cubaine, dirigée par R. Castro, entendent se partager les miettes laissées par l'impérialisme. Il est important de souligner que la levée de l'embargo envisagée dans le cadre des négociations entre Cuba et les États-Unis est de l'initiative de l'impérialisme avec l'appui de la bureaucratie cubaine. Le peuple cubain n'a donc rien à en attendre, bien au contraire. Les quelques restes de la révolution cubaine qu'étaient la santé publique et l'éducation publique vont être définitivement liquidés.

Le rapprochement entre l'impérialisme étatsunien et la bureaucratie cubaine a également une importante portée politique. En effet, la « normalisation » sape les prétendus projets alternatifs à l'impérialisme de Morales en Bolivie, des héritiers de Chávez au Venezuela, de Rafael Correa en Équateur et des autres dirigeants inscrits dans le même programme politique. En d'autres termes, le rapprochement entre La Havane et Washington enterre le prétendu « socialisme du XXI^e siècle » tant vanté par les organisations néoréformistes en Europe.

Au vu de ces éléments, il apparaît que le principal perdant de la réouverture des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis sera le peuple cubain. Il ne faut pas se méprendre sur l'apparente détente démocratique, qui se concrétise par la libération de dizaines de prisonniers politiques. Il ne faut se méprendre non plus sur la signification de la levée prochaine de l'embargo. Le projet conjoint de la bourgeoisie américaine et de la bureaucratie cubaine est de liquider définitivement les derniers acquis et la signification politique de la révolution de 1959.

Pour les travailleurs et les jeunes cubains, la seule solution à la barbarie capitaliste est une réelle alternative socialiste et internationaliste dans l'unité avec la classe ouvrière et la jeunesse du continent américain et du monde entier.

Une situation explosive

Par J-Louis

La phase de la crise du système capitaliste qui s'est ouverte en 2007 n'a pas encore produit tous ses effets. Chaque jour voit s'aggraver les conditions de vie de millions de personnes dans le monde entier alors que les travailleurs et les jeunes cherchent les voies de la riposte. Les États-Unis ne sont pas à l'écart de ces développements, au contraire.

En 2012, les enseignants de Chicago s'étaient mis en grève contre la privatisation du système éducatif, les fermetures d'école et les salaires au mérite. Ils avaient remporté une importante victoire, montrant qu'il y a une voie pour un syndicalisme qui conteste la bureaucratie de l'AFL-CIO.

Depuis, initiées par les employés de la restauration rapide, les grèves se multiplient pour le doublement du salaire minimum à 15 dollars au lieu de 7,25, dans un pays qui vit un quasi-blocage des rémunérations depuis trente ans. C'est ainsi que les employés du commerce ont été massivement en grève pendant le *black friday*, journée consacrée aux achats pour les fêtes de fin d'année.

Après avoir multiplié les expédients pour tenter de reporter les échéances de la crise et en faire supporter le fardeau aux colonies et semi-colonies ou même à des puissances impérialistes de moindre importance, l'impérialisme étatsunien est confronté à un aiguisement de la lutte des classes.

Début novembre 2014, le taux de chômage officiel est tombé à 5,8 %. C'est un taux qui ne tient compte que des nouveaux inscrits et évacue automatiquement ceux qui ne sont plus indemnisés, ceux qui ne se manifestent plus après un an et ceux qui ont effectué ne serait-ce qu'une heure de travail dans le mois.

En fait, l'estimation, non officielle, du taux de chômage par le Bureau of Labor Statistics (Bureau des statistiques du travail, BLS) serait plutôt de 11 %. Cependant, un peu comme en France, les chômeurs réels se noient dans les catégories statistiques : on serait plus proche de 23 % de personnes à la

recherche d'un emploi stable aux États-Unis... À comparer avec les 25 % de l'Espagne ou les 28 % de la Grèce.

La pauvreté progresse donc aux États-Unis au rythme du chômage. Menacés par le déclassement, les « petits Blancs » pour lesquels le rêve américain tourne au cauchemar se comportent comme ceux des colonies et cherchent un bouc émissaire à leurs malheurs : ici le colonisé, là le Noir ou l'Hispanique.

La mort de Michael Brown à Ferguson dans le Missouri, celle d'Eric Garner à New York ou d'un enfant de douze ans, Tamir Rice, à Cleveland, Ohio, comme la multiplication des violences policières, avec la bénédiction des jurys « populaires¹ » qui décident de ne pas poursuivre les meurtriers, tout cela en est le révélateur. Comment expliquer, sinon, l'impunité dont bénéficient systématiquement les policiers blancs lorsqu'ils tuent un Noir ?

L'explosion des ventes d'armes ces dernières années, conjointement avec la multiplication des fusillades en milieu scolaire ou professionnel est un second révélateur : s'agit-il là d'un armement de nature politique pour lutter contre la menace tyrannique de l'État, conformément à l'esprit du second amendement de la constitution des États-Unis ? Ou bien ne s'agirait-il pas, plus prosaïquement, de la manifestation de la peur panique du voisin ? Du voisin noir, bien entendu.

C'est la confirmation que l'élection d'Obama n'a pas signifié la fin du racisme institutionnel aux États-Unis. Au contraire même, elle a exaspéré ceux qui n'arrivent pas – encore – à concevoir leur avenir en dehors du cadre d'oppression que constitue la première puissance impérialiste. D'autant qu'Obama a été un serviteur zélé des puissants monopoles capitalistes étatsuniens et que les conditions de vie des

travailleurs se sont dégradées durant sa présidence.

La montée en puissance des milices « patriotiques » d'extrême droite qui progressent parallèlement à l'enracinement des *Tea Parties* montre que la bourgeoisie WASP (blanche anglo-saxonne et protestante) est en train de se radicaliser car elle craint la menace que constituent les nouvelles organisations syndicales qui se sont multipliées ces dernières années, contestant le monopole de la très bureaucratique et très conciliante AFL-CIO.



Mobilisation des salariés de Walmart

Ces nouvelles organisations qui renouent avec les meilleures traditions de la classe ouvrière étatsunienne, grâce aux manifestations massives des immigrés latino-américains du 1^{er} mai 2006, pourraient bien se poser rapidement une autre question, celle de la rupture avec les traditionnels soutiens au parti démocrate, le plus souvent.

L'entrée au conseil municipal de Seattle d'une militante se réclamant ouvertement du socialisme démontre qu'un terrain existe pour construire un parti ouvrier indépendant comme jamais il n'y en a eu au cœur même de la citadelle de l'impérialisme.

C'est la voie que montrent les grèves actuelles pour le salaire minimum à 15 dollars et c'est aussi la voie que montre ce mouvement qui commence à monter de tout le pays pour exiger la justice pour les victimes des violences policières – des manifestations qui rassemblent des travailleurs et des jeunes surmontant les divisions raciales. Ce mouvement démontre l'aspiration à l'unité des opprimés face aux divisions racistes entretenues par les partis institutionnels bourgeois.

1) Un grand jury est une institution au sein d'un tribunal qui a le pouvoir de mener une procédure officielle afin d'enquêter les comportements criminels potentiels et de déterminer si des accusations criminelles doivent être portées. Le grand jury peut exiger la production de documents et peut obliger des témoins à comparaître devant lui afin de témoigner sous serment. Actuellement, seuls les États-Unis utilisent des grands jurys. Source : www.wikipedia.org.

L'Europe à un tournant

Par Mathieu

L'Union européenne en crise

Lorsque Jean-Claude Juncker a été désigné président de la Commission européenne le 15 juillet dernier, son mandat avait été désigné par de nombreux éditorialistes bourgeois comme celui de la dernière chance. En effet, étant donné l'ampleur de la crise capitaliste, il semble que ce soit le dernier recours des capitalistes de sauver l'Union européenne et l'euro.

Pour imposer ce dernier recours, les capitalistes et leur personnel politique ont dû s'appuyer sur le caractère antidémocratique des institutions de l'UE, malgré la situation de crise politique dans de nombreux pays européens. Il a fallu que les deux principaux regroupements de partis bourgeois au Parlement européen, le Parti populaire européen (PPE, dont fait partie l'UMP en France) et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D, dont fait partie le PS en France), se coalisent pour imposer encore plus d'austérité et attaquent durement les travailleurs et les jeunes du continent. Ces partis sont minoritaires et largement rejetés par les masses.

Ces partis sont confrontés à une contradiction de fer. Malgré les prétendus plans de relance, qui ne sont rien d'autre qu'une politique systématique de destruction des conquêtes ouvrières et démocratiques – et qui consistent à faire payer la dette publique aux travailleurs – et les injections de liquidité de la BCE, rien n'y fait : l'austérité ne porte pas les fruits escomptés par les capitalistes. L'activité économique continue de se dégrader et les perspectives de l'économie réelle sont très sombres.

Les travailleurs de Belgique, d'Allemagne et d'Italie montrent la voie

On observe que la violence des attaques anti-ouvrières des différents gouvernements européens provoque une résistance de plus en plus importante de la part de larges secteurs des travailleurs et de la jeunesse. Depuis quelques mois, les partis qui prétendent représenter les travailleurs et les bureaucraties syndicales ont de plus en plus de mal à imposer leur politique de conciliation avec les capitalistes. Ces organisations éprouvent

les plus grandes difficultés à contenir le refus des travailleurs de payer la dette et la crise des capitalistes et leur volonté de partir à l'offensive. C'est ce que montrent les récentes mobilisations massives dans plusieurs pays centraux de l'UE : Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Italie. L'aiguinement de la lutte des classes en Europe est en train de faire émerger une nouvelle situation.

bloquées par les travailleurs en grève. Il s'agit des mobilisations les plus importantes depuis plus de vingt ans.

Les mouvements de grève touchent également l'Italie. Alors que M. Renzi est encensé par les sociaux-démocrates, les travailleurs italiens ont défilé en masse contre sa politique. En novembre, près d'un million de personnes ont manifesté dans le pays pour s'opposer à la



Grève générale en Italie

Dans ce panorama général, c'est sans doute en Belgique que la situation de la lutte des classes s'est tendue le plus rapidement au cours des dernières semaines. Cet automne, un nouveau gouvernement de coalition a été nommé, regroupant des forces politiques libérales, conservatrices et indépendantistes flamandes. L'exécutif a décidé d'appliquer le plus violent plan anti-ouvrier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La réaction des travailleurs ne s'est pas fait attendre : le 6 novembre, cent vingt mille personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles pour marquer leur opposition à la politique du gouvernement. Sous la pression de leurs bases, les trois grandes centrales syndicales du pays ont appelé à cette manifestation. Dans les semaines suivantes, les organisations syndicales ont organisé une série de grèves tournantes qui ont mobilisé des dizaines de milliers de travailleurs.

La mobilisation des travailleurs a culminé avec une journée de grève interprofessionnelle le 15 décembre. À cette occasion, les transports et les services publics ont été paralysés. De nombreuses zones industrielles ont été

destruction du code du travail. Le 12 décembre, une grève interprofessionnelle de huit heures a été organisée par plusieurs organisations syndicales du pays. Les débrayages ont été massivement suivis, ce qui a eu pour conséquence immédiate d'empêcher M. Renzi d'avancer aussi vite qu'il le voulait dans la destruction des droits ouvriers.

L'Allemagne, érigée en exemple par les gouvernements bourgeois du continent, est également en butte à une explosion de la conflictualité sociale. Dans les pages de *L'Internationaliste*, nous avons déjà mentionné les conflits des pilotes de la Lufthansa et des conducteurs de trains de la Deutsche Bahn (DB).

Au moment des fêtes de fin d'année, ce sont plusieurs milliers de travailleurs des entrepôts Amazon qui ont cessé le travail pour exiger d'être rattachés à la convention collective du commerce, plus avantageuse que celle de la logistique dont ils dépendent actuellement. Deux éléments sont marquants dans ce conflit et indiquent l'évolution du climat social dans le pays. Premièrement, les grévistes ont appelé les travailleurs d'Amazon en

France et en Pologne à se mettre en grève avec eux, indiquant de cette manière qu'ils avaient compris que la lutte des travailleurs ne pouvait être qu'internationale. Deuxièmement, les grévistes d'Amazon en Allemagne ont décidé de reconduire leur mouvement sur plusieurs jours, ce qui est extrêmement rare dans un conflit de nature salariale en Allemagne. A l'image de ce qui s'était passé avec les pilotes d'avion et les cheminots, le conflit a été peu, voire pas soutenu par le syndicat majoritaire, Ver.di, qui a choisi d'isoler ce conflit.

Pour la grève générale européenne

De ces différentes situations, on peut tirer des enseignements politiques qui confirment qu'une nouvelle situation politique est en train de voir le jour en Europe.

Malgré leur affaiblissement, les bourgeoisies s'appuient sur la division des travailleurs pour continuer leurs attaques contre les conquêtes ouvrières. Cela pose la nécessité objective de l'unification des travailleurs. Les réactions des travailleurs des différents pays sont de plus en plus simultanées. Le rejet de l'austérité et des directives européennes est de plus en plus conscient au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse. La perspective du non paiement de la dette et celle de la grève générale européenne deviennent de plus en plus saisissables et doivent jouer un rôle central dans l'unification.

Les bureaucraties sont fragilisées comme jamais. En France et en Allemagne mais aussi en Belgique, en Angleterre et en

Italie on voit grossir le rejet des bureaucraties syndicales qui apparaissent aux larges masses pour ce qu'elles sont : les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier qui, à force de négocier avec les patrons, aspirent au train de vie de ces derniers. C'est dans ce contexte que la Confédération Européenne des Syndicats (CES) essaie d'obtenir l'intégration des organisations syndicales à l'État. Néanmoins, les affrontements directs entre bases syndicales et directions bureaucratiques se multiplient. Par ailleurs, des appels pour la réappropriation des syndicats par les travailleurs, pour le respect de l'indépendance des syndicats vis-à-vis de la bourgeoisie, pour le retour aux méthodes traditionnelles de la lutte des classes se multiplient. Ces appels traduisent la volonté des travailleurs de chercher les voies de l'offensive. Ils démontrent également que les travailleurs ont compris que dans le cadre du capitalisme il n'y a aucune place pour le « dialogue social ». Combattre la CES passe par le non paiement de la dette et par la lutte vers l'unification.

Il faut également souligner que l'aiguïsement de la lutte des classes en Europe contribue à aggraver les crises politiques qui se multiplient en Europe. Le système de bipartisme garant des institutions bourgeoises est en train de voler en éclats dans de nombreux pays. Au cours de l'année 2015, des élections législatives sont prévues dans plusieurs pays et risquent d'accentuer les situations de crise. C'est le cas en particulier en

Grèce et en Espagne. Dans ces deux pays, les organisations politiques Syriza et Podemos sont en position d'obtenir des scores électoraux importants, voire de remporter les élections. Dans un contexte de forte polarisation de la lutte des classes, ces organisations veulent se porter en dernier recours pour sauver l'UE et l'euro. Ainsi, ces organisations affirment vouloir renégocier la dette publique – en affirmant qu'il y a une « bonne » dette – donnant ainsi des gages aux marchés financiers.

La marge de manœuvre de ces organisations est inexistante. Dans le contexte de crise structurelle du capitalisme, il n'y a aucune possibilité de replâtrage de l'UE qui va dans le sens des travailleurs. La question qui est posée aujourd'hui aux travailleurs est de savoir quelle Europe ? Pour nous, seule une alternative socialiste en rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire avec l'UE, seule une Europe des travailleurs par et pour les travailleurs est à même de défendre les intérêts des travailleurs. Les travailleurs de Belgique, d'Allemagne, d'Italie et tous les travailleurs du continent qui se mobilisent quotidiennement contre la politique barbare de l'UE montrent la voie. Suivons leur exemple. Travaillons à l'unification des travailleurs en Europe. Construisons un outil politique qui nous serve à atteindre cet objectif. Non au paiement de la dette ! Pour la grève générale européenne ! Pour les États-Unis socialistes d'Europe !

<http://www.gsi-qi.org>

Sommaire du n°149



✓ **Édito - p.2**

✓ **Communiqué du GSI**

À propos de l'attaque à la rédaction de Charlie Hebdo et de sa récupération par le gouvernement- p.3

✓ **Luttes de classe**

* **Le projet de loi Macron est l'attaque de trop, unifions nos luttes ! - p.4**

* **Crise à la CGT - p.5**

✓ **Commerce**

16 décembre 2014 : retrait sans condition du projet Macron ! - p.6

✓ **Éducation**

Une situation de plus en plus explosive - p.7

✓ **Jeunesse**

Dans les universités, rien n'est réglé ! - p.8

✓ **International**

* **Relations États-Unis / Cuba - p.9**

* **États-Unis : Une situation explosive p.10**

* **L'Europe a un tournant : p.11**